(1)

(N° 51)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 DÉCEMBRE 1900.

Proposition de loi apportant une modification à la loi du 23 août 1899, autorisant le Gouvernement à unifier les concessions de tramways existant dans l'agglomération bruxelloise.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

En vertu de la loi du 23 août 1899, insérée au *Moniteur belge* le 25 du même mois, le Gouvernement a été autorisé à accorder à la société anonyme « Les Tramways Bruxellois » la concession des lignes de tramways décrites dans la convention du 26 avril 1899, aux clauses et conditions tant de la dite convention que du cahier des charges arrêté le même jour et modifié sous la date du 10 août 1899.

Aux termes de l'article II de cette convention du 26 avril 1899, la société « Les Tramways Bruxellois » est tenue d'exécuter, à ses frais, dans les deux ans à dater de l'arrêté royal de concession, au tracé de certaines des lignes mentionnées dans la convention, les modifications indiquées au plan n° 2 visé par le ministre et annexé à cette convention; les dites modifications sont figurées en jaune pour les parties à supprimer et en rouge pour les parties à construire.

Parmi ces modifications se trouvent des changements à apporter, sur le territoire de Saint-Josse-ten-Noode, à la ligne de la rue Royale (*Bodega*) vers l'avenue de Tervueren, par la rue de Louvain, la rue Joseph II et l'avenue de la Renaissance. Le changement prévu au plan consiste à supprimer le passage du tramway par la rue Joseph II, et à installer en revanche la ligne dans la rue Scailquin et dans la chaussée de Louvain.

L'éventualité de l'exécution de ce projet a vivement ému les habitants de cette partie de la commune de Saint-Josse-ten-Noode, et l'Administration communale de ce faubourg a reçu, à ce sujet, de ses administrés, des réclamations qu'elle estime très fondées et en tous points justifiées.

Et, en effet, au point de vue de la circulation, de graves difficultés surgissent et de réels dangers sont à appréhender. Une inspection, même sommaire, de l'état des lieux démontre l'impossibilité d'admettre l'installation d'une voie ferrée dans les rues à traverser. La rue Scailquin, depuis la rue de l'Alliance jusqu'à la rue de Saxe-Cobourg, n'a qu'une largeur de 7 mètres entre les maisons; en déduisant les trottoirs, il reste seulement 4^m,60 de voie carrossable; de plus, la rue a une rampe d'environ 0^m,074 par mètre à hauteur de la rue de l'Alliance. Quant à la chaussée de Louvain, l'installation d'un double service, dont un non déraillable, présente de nombreux inconvénients. La chaussée de Louvain a un trafic intense. De plus, comme elle est la voie directe vers les cimetières de Bruxelles et de Saint-Josse-ten-Noode, de nombreux convois funèbres y passent journellement. Il y a quelques années un tramway à vapeur y était établi et il fallu le faire disparaître.

L'Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode a protesté avec énergie contre l'exécution du tracé dont il s'agit, et il semble qu'une nouvelle étude s'impose pour apprécier en connaissance de cause quel est le meilleur itinéraire à donner au tramway reliant la rue Royale au parc du Cinquante-naire.

Aux termes de l'article 2 de la loi du 9 juillet 1875 sur les tramways, aucune concession n'était accordée par le Gouvernement sans que les communes et les provinces intéressées n'eussent été entendues, et toute concession devait être précédée d'une enquête sur l'utilité de l'entreprise et le tracé de la voie.

Cette disposition de la loi de 1875 n'a plus reçu d'application depuis la loi du 23 août 1899. L'arrêté royal du 23 août 1899 a déclaré la société anonyme « les Tramways Bruxellois » concessionnaire des lignes de tramways décrites dans la convention du 26 avril 1899, sans consultation préalable des communes.

En fait, cette pratique a, dans le cas actuel, un très grave inconvénient. Et c'est en vue d'y remédier qu'est déposée la présente proposition de loi. Celle-ci a pour objet de provoquer un nouvel examen en vue de trouver le meilleur tracé à donner à la ligne de tramway partant de la rue Royale vers l'avenue de Tervueren. Il y a lieu, à cet effet, d'en revenir aux mesures d'instruction prévues par la loi du 9 juillet 1875; et il importe que le Gouvernement soit autorisé à modifier éventuellement le tracé de la ligne de tramway dont il s'agit, si l'enquête et l'étude auxquelles il sera procédé démontrent qu'il n'est pas possible de maintenir l'itinéraire tel qu'il avait été déterminé au plan annexé à la loi du 23 août 1899.

Tel est le but de la proposition que nous soumettons à l'appréciation des Chambres avec l'espoir de voir le Parlement voter cette loi dans le plus bref délai possible.

C. DE JARR.

PROPOSITION DE LOI.

ARTICLE UNIQUE.

Par dérogation à l'article 2 de la convention du 26 avril 1899, annexée à la loi du 23 août 1899, autorisant le Gouvernement à unifier les concessions de tramways existant dans l'agglomération bruxelloise, et au plan n° 2, annexé à cette convention, le tracé de la ligne des tramways bruxellois, allant de la rue Royale (*Bodega*) à l'avenue de Tervueren, sera soumis, pour la partie empruntant le territoire de la commune de Saint-Josse-ten-Noode, aux dispositions de l'article 2 de la loi du 9 juillet 1878 sur les tramways.

Le Gouvernement est autorisé éventuellement à modifier, d'accord avec la société concessionnaire, le tracé de cette ligne tel qu'il avait été déterminé au plan n° 2 joint à la loi du 23 août 1899.

EENIG ARTIKEL.

Bij afwijking van artikel 2 der overeenkomst van 26 April 1899, toegevoegd aan de wet van 23 Augustus 1899, waarbij de Regeering wordt gemachtigd tot het één maken van de tramwegconcessiën bestaande binnen den Brusselschen omkring en bij afwijking van het plan n° 2, aan die overeenkomst toegevoegd, valt de spoorlijn van de Brusselsche tramwegen, gaande van de Koningstraat (*Bodega*) naar de Tervuerenlaan, voor het gedeelte loopende over het grondgebied der gemeente Sint-Joost-ten-Noode, onder toepassing van de bepalingen van artikel 2 der wet van 9 Juli 1878 op de tramwegen.

De Regeering wordt, in voorkomend geval, gemachtigd tot het wijzigen, in overleg met de concessiehoudende maatschappij, van het spoor dier lijn zooals bepaald op het plan n° 2, toegevoegd aan de wet van 23 Augustus 1899.

C. DE JAER.
ÉMILE FERON.
PAUL HYMANS.
E. NERINX.
L. BERTRAND.
RENKIN.